

DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Réunion de AZAY LE FERRON

8 décembre 2003

40 participants

Débat animé par Jean-François LALANGE et Patrick LUNEAU

Question retenue n°1:

« Quelles sont les valeurs de l'École républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ? »

Dépenses :

Les tableaux proposés tendent à montrer que les dépenses de l'état pour l'éducation augmentent alors que les effectifs diminuent. C'est une façon simpliste de vouloir montrer des choses qui ne sont pas car dans le même temps la population scolaire a beaucoup changé, il faut faire face de plus en plus à des élèves en difficulté croissante.

De plus ces tableaux ne tiennent pas compte de la part en constante augmentation des collectivités dans les dépenses d'éducation.

Rôle de l'école :

Le rôle de l'école est-il d'éduquer ou d'instruire ?

Il serait bon de redéfinir l'école ainsi que le rôle des enseignants afin de savoir s'il faut former les enfants à être évolutifs dans une société en constante mutation. L'école n'est pas adoptée aux besoins du monde du travail qui évolue en permanence.

Les valeurs de l'école :

Elles sont passées à la trappe, elles ne sont plus reconnues. Les enseignants voient leur rôle déprécié ; ils ne veulent pas être que des gardiens d'enfants.

L'école produit-elle notre société ou bien notre société produit-elle son école ?

Les attentes des parents ont changé par rapport à l'école. Une certaine démission de leur part les amène à transférer une partie de leurs missions éducatives sur l'école.

Notre société doit conserver ses valeurs républicaines. Ce ne sont pas ces valeurs qui doivent évoluer pour s'adapter à notre société.

L'égalité des chances existe-t-elle ?

Entre communes riches et pauvres, bien équipées ou mal équipées, motivées ou pas, entre classes à effectifs surchargés ou non, les enfants n'ont pas les mêmes chances ?

Cependant, l'école républicaine doit répondre aux besoins de chaque enfant. Elle doit donner les moyens d'y parvenir.

Il ne faut pas confondre égalité des chances et égalité des résultats. L'école doit permettre à chacun de valoriser au mieux ses compétences et ses potentialités.

La société d'aujourd'hui produit une école qui dévalorise le travail manuel. Le rôle des enseignants devrait pourtant être de tendre à rétablir des équilibres.

L'école doit participer à diminuer les inégalités mais elle ne peut pas le faire seule. L'accès à la culture par exemple qui est un facteur important d'égalité des chances ne relève pas que du seul devoir de l'école.

Y a-t-il une alternative au service public d'éducation ? Faut-il imaginer d'autres services d'éducation ?

- ✓ Un service privé ?
- ✓ Des réseaux associatifs ?
- ✓ Des collectivités (communes, départements, régions..) ?
- ✓ Des groupements de parents ?

Il serait alors grave et très dangereux d'arriver à ces solutions car ce serait la perte des valeurs républicaines. Si l'école d'aujourd'hui n'est pas égalitaire la perte du service public d'éducation aboutirait à des inégalités monstrueuses.

Mettre l'enfant au milieu du système éducatif, tout le monde est d'accord, le problème qui subsiste est celui des moyens, moyens financiers et moyens humains.

Ces moyens sont mal répartis : certains secteurs ont des moyens importants qu'ils n'arrivent pas toujours à utiliser (exemple de certains crédits ZEP) alors que d'autres en manquent cruellement.

Les structures d'aide aux enfants en difficultés sont en déclin (réseau, CLIS...)

Carte scolaire :

Si on peut s'interroger sur le maintien de services publics par rapport à leur rentabilité financière dans certaines zones géographiques, l'école n'est pas un service public comme les autres car elle contient en elle toute la société de demain. L'éducation mérite une dépense financière plus importante. Raisonner en terme de moyennes d'enfants par classe pour l'attribution de moyens financiers ou humains ne prend pas en compte la réalité des choses. On ne peut pas comparer une classe de 20 élèves à 3 niveaux isolée en pleine nature sans moyens de transport et une classe de centre ville à un seul niveau avec à sa porte l'accès à des moyens éducatifs, culturels et sportifs immenses.

Il ne faut pas pourtant regrouper les écoles à outrance ; les problèmes engendrés sont alors souvent plus importants que le gain espéré. (Fatigue et temps de transport par exemple)

Il faut changer le schéma 1 classe / 1 enseignant, pour penser à des solutions avec un maître en surnombre dans l'école, ce qui aiderait à résoudre le problème des enfants en difficulté ou en situation d'illettrisme.

La mixité :

Ce débat comme celui du voile islamique ou celui de la meilleure réussite scolaire à âge égal des filles sur les garçons ne sert-il pas à masquer d'autres débats plus importants ?

Scolarité à 2 ans :

C'est un des facteurs de l'égalité des chances

L'éducation passe d'abord par un apprentissage du langage. La relation langage réussite scolaire est prépondérante.

Mais les conditions d'accueil sont essentielles.

Est-ce à l'école de prendre en charge les enfants de 2 ans ou à des structures du type crèche ?

Mais qui finance les crèches ? L'état ou les collectivités ? De plus il n'y a que peu de crèches en milieu rural. Alors où est l'égalité des chances ?

La relation parents / enseignants :

Il est important que chacun œuvre dans son domaine. Le rôle des parents dans l'éducation est essentiel et ce n'est pas à l'école de les remplacer.

La communication parents enseignants doit être la plus proche possible.

Quelle est la place de l'enfant dans une société économique comme la nôtre où l'on sait que le choix des produits achetés par les parents est largement influencé par les enfants même très jeunes ? Mais quel rôle l'école peut-elle jouer dans ce cas là ?

Quand aura-t-on des moyens suffisants pour gérer les enfants en difficulté ?

L'administration ne fait pas confiance aux enseignants.

Face aux différences entre le niveau de réussite des enfants doivent-ils tous quitter l'école au même âge ?

Faut-il la même école pour tous ?

Le même collège pour tous ?

Il faut inventer ou réinventer d'autres structures, d'autres filières.

Les enseignants se sentent presque malhonnêtes d'envoyer certains élèves au collège.

Trois priorités pour l'école :

- 1 Maintenir un service public de l'éducation en milieu rural sans s'appuyer sur des critères d'effectifs nationaux
- 2 Améliorer la scolarisation des deux ans en maintenant un service public
- 3 Se donner les moyens financiers et humains d'une véritable politique d'éducation